

Research Article

PRATIQUE DE LA DÉSINFORMATION ET DES PROPOS OUTRAGEANTS DANS LA COMMUNICATION POLITIQUE LOCALE : ANALYSE DES DISCOURS DES ACTEURS POLITIQUES DE LA VILLE DE KOLWEZI

* BanzaMabende Paul César

Diplômé d'Etudes Approfondies (DEA) et Chef de Travaux à la Faculté des Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Kolwezi, RDC.

Received 13th December 2025; Accepted 14th January 2026; Published online 28th February 2026

RÉSUMÉ

Cette étude s'est intéressée au rôle et à l'importance d'une communication politique exempte de désinformation et des propos outrageants. Il est un secret de polichinelle qu'aucune société, aucune organisation, ni aucune institution ne peut se développer s'il existe en son sein une communication politique malveillante. Pour ce faire, nous avons choisi comme lieu d'étude, la ville de Kolwezi en République Démocratique du Congo, ville minière au centre des intérêts économiques et politiques attrayants, pour analyser la communication politique entre les leaders des partis politiques de l'Union Sacrée ou de l'Opposition et leurs membres d'une part et entre les mêmes leaders politiques et la population d'autre part. Nous avons cherché à comprendre principalement pour quelles raisons la pratique de la désinformation et des propos outrageants s'amplifie parmi les acteurs politiques à Kolwezi. Ensuite à connaître les conséquences néfastes de cette pratique communicationnelle malveillante sur la population locale. A travers l'analyse des discours, des interviews, des points et conférences de presse des acteurs politiques et du questionnaire administré à la population, les résultats ont montré que la mauvaise foi, la déception, les ambitions excessives et le sensationnalisme sont à la base de la pratique de la désinformation et des propos outrageants dans les milieux politiques de Kolwezi. Parmi les conséquences néfastes de cette pratique communicationnelle malveillante nous avons noté entre autres la haine tribale ou ethnique, l'exploitation de la fibre tribale dans les campagnes électorales, la tribalisation des partis politiques, la perte de la crédibilité des dirigeants politiques, les violences verbales et/ou physiques, le trouble de l'ordre public, le vote tribal. Au terme de notre étude, nous nous sommes efforcé de dégager quelques pistes de solutions préventives, opérationnelles et promotionnelles pour atténuer tant soit peu la pratique de la désinformation et des propos outrageants dans les milieux politiques de Kolwezi.

Mots – clés: Désinformation, Propos outrageants, Communication politique, Méinformation, Malinformation.

INTRODUCTION

La communication politique s'est métamorphosée substantiellement à l'arrivée des médias numériques. Les plateformes et les réseaux sociaux s'imposent comme des tribunes attirées d'expression pour les acteurs politiques, notamment dans les milieux urbains comme la ville de Kolwezi, chef-lieu de la province du Lualaba en République Démocratique du Congo. Toutefois, ces changements s'accompagnent des pratiques communicationnelles malveillantes, telles que la désinformation et la diffusion de propos outrageants qui aggravent davantage des problèmes dans notre société.

Objectif de l'étude

Analyser la pratique de la désinformation et des propos outrageants dans la communication des acteurs politiques de la ville de Kolwezi pour comprendre ses motivations et ses conséquences néfastes sur l'opinion publique.

La revue de la littérature

La revue de la littérature de la présente étude a été axée sur la lecture des ouvrages en lien avec l'exploration des thèmes et concepts-clés suivants :

RELATIONS ENTRE DÉSINFORMATION ET PROPOS OUTRAGEANTS

La désinformation et les propos outrageants ont des relations de complémentarité dans la communication politique. Les mensonges

organisés à visées malveillantes servent de prétexte aux menaces et aux injures, tandis que les discours de haine renforcent l'impact émotionnel de la désinformation (Sunstein, 2009). Cette complémentarité ou combinaison favorise la polarisation du débat public et affaiblit la rationalité du jugement citoyen.

La Désinformation Dans Le Discours Politique

La désinformation se définit comme la diffusion intentionnelle ou non d'informations fausses ou trompeuses dans le but d'influencer l'opinion publique (Allcott & Gentzkow, 2017). Elle est aussi définie comme la production et la diffusion intentionnelles d'informations fausses ou trompeuses dans le but d'induire en erreur un public donné (Wardle & Derakhshan, 2017). La désinformation se manifeste par la diffusion volontaire ou involontaire des informations malveillantes, alors que les propos outrageants sont généralement, les discours de haine, les menaces ou les injures proférées pour dénigrer des adversaires politiques. À Kolwezi, ces pratiques sont particulièrement visibles lors des périodes électorales et des débats politiques en ligne et hors ligne.

La désinformation est aussi définie comme « une tentative délibérée (souvent orchestrée) de créer chez des gens ou de les manipuler en leur communiquant des informations trompeuses. Ceci est souvent associé à des stratégies de communications parallèles et à différentes tactiques telles que le piratage (hacking) ou la compromission de personnes » (Guy B. 1985). Pour Léa Fensch Carrat L. (2020), la désinformation signifie « un acte volontaire de détournement dans le but de convaincre afin d'obtenir un bénéfice quel qu'il soit (argent, popularité, statut social). Le but poursuivi est de faire croire à un maximum de personnes qu'une information véridique est fausse et/ou qu'une information fausse est véridique ».

*Corresponding Author: BanzaMabende Paul César,

Diplômé d'Etudes Approfondies (DEA) et Chef de Travaux à la Faculté des Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Kolwezi, RDC.

pour réussir par exemple à vendre un produit, à faire consommer des médias (page internet, vidéos), à rapporter de l'argent et/ou de la notoriété à celui qui véhicule cette désinformation ».

Objectifs et spécificités de la communication politique locale

La communication politique renvoie aux discours, stratégies et pratiques symboliques par lesquels les acteurs politiques cherchent à influencer les représentations, les attitudes et les comportements des citoyens. Dans le champ local, elle se distingue par une forte proximité entre les émetteurs et les récepteurs, un ancrage territorial marqué et une personnalisation accrue des messages (Gerstlé, 2008; Charaudeau, 2013). Cette proximité renforce des interactions politiques, et aggrave également les discours de haine dans la communication politique locale.

« Dans les villes africaines, la communication politique locale est souvent façonnée par les dynamiques communautaires, les rivalités entre élites locales et la faiblesse des mécanismes institutionnels de régulation du discours public » (Bayart, 2006). À Kolwezi, ville minière stratégique de la RDC, ces facteurs contribuent à un environnement discursif propice aux dérives communicationnelles, dont la désinformation et les propos outrageants.

L'analyse du discours politique comme cadre d'analyse

« L'analyse du discours politique permet d'examiner les stratégies langagières, les procédés rhétoriques et les conditions de production des énoncés politiques » (Maingueneau, 2014). Elle considère le discours comme une pratique sociale inscrite dans un contexte historique et institutionnel donné.

Dans cette perspective, l'étude des discours des acteurs politiques de Kolwezi permet d'identifier les formes récurrentes de désinformation, les types de propos outrageants employés et leurs effets sur la qualité du débat démocratique local (Fairclough, 1995).

Les propos outrageants comme stratégie discursive en politique

Les propos outrageants, quant à eux, relèvent de la violence verbale et prennent la forme d'injures, d'attaques personnelles ou de discours de dénigrement visant à discréditer l'adversaire politique (Amossy, 2010).

Les propos outrageants englobent les insultes, les attaques ad hominem, les discours dégradants et les formes de violence verbale visant à discréditer un adversaire politique (Amossy, 2010). Dans le discours politique, ils constituent une stratégie polémique qui substitue l'affrontement verbal au débat argumentatif (Kerbrat-Orecchioni, 2014).

Plusieurs études montrent que ces pratiques discursives sont particulièrement présentes dans les contextes de forte compétition politique et de faible régulation institutionnelle du langage public (Charaudeau, 2013). À l'échelle locale, les propos outrageants sont souvent renforcés par la proximité sociale entre acteurs politiques, transformant des conflits personnels en discours publics violents.

Questions de recherche :

Quelles sont les motivations de la pratique de la désinformation et des propos outrageants chez les acteurs politiques à Kolwezi ?
Quelles conséquences néfastes ces pratiques produisent-elles sur la population locale à Kolwezi ?

L'hypothèse centrale était que les motivations de la pratique de la désinformation et des propos outrageants chez les acteurs politiques à Kolwezi étaient dues à la recherche de positionnement et des intérêts politiques (nomadisme politique) mais aussi à la déception et à l'usage stratégique de la désinformation et des propos outrageants. Les hypothèses secondaires Les pratiques de la communication politique malveillante (désinformation et propos outrageants) produisent comme effet ou conséquences, le déni de l'autorité publique dans l'opinion publique locale, la dégradation du débat public et de la confiance citoyenne ainsi que la fragilisation de la citoyenneté démocratique.

Malgré l'importance de ces phénomènes, peu d'études se sont intéressées à leur pratique concrète au niveau local en République Démocratique du Congo.

MÉTHODOLOGIE

Cette recherche a adopté une approche mixte, combinant des méthodes qualitatives et quantitatives, afin de mieux appréhender la complexité du phénomène étudié.

Echantillon :

Notre échantillon de convenance était de 50 acteurs politiques soit 25 pour l'Union sacrée et 25 pour l'Opposition et de 200 citoyens habitants la ville de Kolwezi mais la saturation des données nous avait ramené à 30 acteurs politiques locaux (leaders, communicateurs, militants) dont 18 pour l'Union Sacrée et 12 pour l'Opposition et à 120 citoyens habitants la ville de Kolwezi et qui étaient exposés aux messages politiques.

Pour collecter les données, nous avons recouru à l'observation participante in situ auprès de nos enquêtés et à un questionnaire adressé aux acteurs politiques. Nos entretiens centrés et semi-directifs avec des citoyens ont été libres et se sont déroulés en français et en kiswahili (langue véhiculaire parlée localement).

La netnographie de Robert Kozinets nous a permis d'analyser des thèmes des Contenus Générés par les Utilisateurs (CUG) publiés sur Phoenix APK et WhatsApp et d'explorer des discours contenus dans des communiqués, des points et conférences de presse émanant des acteurs politiques ainsi que dans des entretiens centrés et semi-directifs que nous avons eu avec les 120 citoyens habitants la ville de Kolwezi.

Nous avons utilisé aussi la méthode d'analyse de contenu pour comprendre les raisons de la pratique de la pollution informationnelle dans les milieux politiques à Kolwezi.

L'analyse du profil sociodémographique et les autres indicateurs caractéristiques des politiciens de la ville de Kolwezi nous ont éclairé sur leurs raisons de la pratique de la pollution informationnelle.

Notre champ d'étude était le milieu des partis politiques de la ville de Kolwezi, spécifiquement de l'Union sacrée et de l'opposition. L'enquête de terrain s'est déroulée au près du bureau de la permanence d'Ensemble pour la République situé au n°362 de l'avenue Mukaka et de la permanence de l'UDPS située sur l'avenue Lualaba au quartier Mutoshi tout près du dispensaire- cadres.

Notre grande préoccupation a été celle de savoir si les informations échangées d'une part entre les dirigeants et les dirigés de l'Union Sacrée ou de l'Opposition sur la gestion de la République et celles publiées par les acteurs politiques à l'attention de la population ont été dominées par la pollution informationnelle et n'ont pas favorisé la paix et la démocratie.

RÉSULTATS

La présentation de résultats de notre enquête s'est intéressé au profil sociodémographique des enquêtés et aux données relatives à la pratique de la désinformation et des propos outrageants dans la communication politique locale de la ville de Kolwezi.

Profil sociodémographique des enquêtés

Il s'agit de l'identification des personnes enquêtées par rapport à leur âge, à leur sexe, à leur niveau d'étude, à leurs valeurs culturelles et à leur niveau d'étude.

Age.

Notre échantillon de convenance nous a révélé que nos enquêtés étaient repartis par âge de la manière suivante :

- Dans l'ensemble 73% de nos enquêtés soit la majorité avaient un âge variant entre 18 et 35 ans (10%) et entre 36 et 49 ans (63%);
- 17% étaient âgés entre 50 et 60 ans.
- 10% de personnes restantes avaient 61 ans et plus.

Genres.

Le genre masculin constituait 60%, tandis que les femmes étaient autour de 40%.

Niveau d'étude.

- Moins de 50% avaient un niveau de l'école secondaire
- 30% de nos enquêtés avaient un niveau de l'école primaire.
- Les universitaires totalisaient 17% des effectifs.
- Le niveau post universitaire occupaient 3% des effectifs.

Appartenance religieuse.

- Plus de 50% étaient des chrétiens.
- Les musulmans avaient constitué 14%
- Il y avait des personnes sans religion bien identifiée soit 26%.
- Les personnes qui appartenaient à une autre religion constituaient 10%

Types d'injures

- 33% de nos enquêtés soit le pourcentage le plus élevé montraient que les acteurs politiques de Kolwezi que nous avons interrogé avaient porté atteinte à l'honneur des personnes appartenant à d'anciens partis ou regroupements politiques en les qualifiant de voleurs, de sorciers, d'impudiques, d'imbéciles, de voyous ou de jouisseurs;
- 27% de personnes interrogées avaient usé d'injures à caractère discriminatoire touchant soit à la tribu soit à la province d'origine de leurs cibles :
- 13% des injures comme imbwa (chien), ngulube (cochon), pushi (chat) ou panya (souris) se réfèrent aux animaux (6,7%) et des injures comme ndumba (prostituée, pute), « pornographe », mwanaaram (fils de pute, adultérin), muviolo (sale pédé), mwanamuke (sexe faible) se réfèrent au sexe (6,7%);
- 10% d'injures ont un caractère collectif;
- 10% sont des injures qui visent la construction identitaire et la stigmatisation ;
- 7% d'injures visent particulièrement des individus.

Pratique de la désinformation et des propos outrageants dans la communication politique locale de la ville de Kolwezi.

Ironie.

- 43% de personnes interrogées ont brillé par l'ironie verbale c'est-à-dire par l'utilisation des mots pour signifier quelque chose de différent de ce qu'on entend. Au lieu de dire (SNEL) Société Nationale d'Electricité on dit plutôt (SNEL) Société Nationale d'Excuses et Lamentations;
- Les enquêtés dans 40% de cas ont recouru dans leur communication à l'ironie situationnelle qui a consisté à dire autrement ce qui a été entendu différemment de ce qui s'est réellement passé. Exemple : Bravo pour le travail ! Alors que le travail a été mal fait ;
- L'ironie dramatique a été relevée chez 17% de nos enquêtés qui ont aggravé par des mots, une situation passablement grave. Exemple : Au lieu de dire gouvernement, on dira plutôt gouvernement ; au lieu de parlementaire on dira parle-menteux

Indicateurs de mensonge.

- La plupart de nos enquêtés soit 67% ont communiqué avec moins de détails et plus d'omissions sur des sujets en rapport avec leur bilan de la gestion de la chose publique. Ce qui est un indicateur majeur de mensonge dans la communication. Exemple de la gestion de la ferme agro-pastorale de bukangalongo, de la gestion des RAM, et de la gestion de cent jours du gouvernement llunga llunkamba ;
- L'indicateur mineur de mensonge a été relevé chez environ 33 % de personnes interrogées dont la communication sur le même sujet de la gestion de la chose publique a porté sur des informations plus évasives, moins plausibles et parfois incohérentes.

Motivation.

- 50% de personnes interrogées ont pratiqué la communication politique locale malveillante suite à la déception (23%) et/ou à la mauvaise foi (27%) ;
- 20% l'ont fait par ambition démesurée d'accéder au pouvoir à tout prix.;
- 13% ont été motivés par l'ingratitude des autres à leur égard ;
- 10% représentent la pratique du sensationnalisme ;
- 7% d'enquêtés ont agi par haine.

Risques et conséquences néfastes de la pratique de la désinformation et des propos outrageants

La pratique de la désinformation et des propos outrageants est une entrave à l'information de qualité que l'UNESCO perçoit comme le fondement de tout progrès, de tout développement et de toute démocratie véritable dans une société humaine.

Les conséquences néfastes que nous avons notées dans la ville de Kolwezi à la suite de la pratique de la communication politique locale malveillante ont été entre autres :

- La haine tribale ou ethnique ;
- L'atteinte à la vie privée des acteurs politiques;
- L'exploitation de la fibre tribale dans les campagnes électorales,
- La politisation des Associations socio-culturelles ;
- La tribalisation des partis politiques ;
- La peur ;
- La perte de crédibilité des dirigeants politiques ;

- Les violences verbales et/ou physiques troublants la paix publique ;
- Le vote tribal ;
- Les arrestations arbitraires ;
- Les empoisonnements et les tentatives d'empoisonnement.

DISCUSSION

Plusieurs acteurs politiques interrogés soit 85% de nos enquêtés ont affirmé avoir souvent ressenti de la culpabilité quand ils injurient, calomnient ou recourent à la médisance dans leurs discours ou déclarations politiques mais ils sont souvent obligés de le faire parce que disent-ils « nous sommes en politique ».

Les mêmes acteurs politiques ont aussi révélé que pour défendre leurs intérêts politiques et économiques qu'ils considèrent comme sacrés, ils n'hésitent pas à recourir à des arguments ad personam, à s'en prendre à l'ethnie, à la tribu, à la classe sociale au niveau d'étude, à l'incompétence avérée ou non, aux compromissions, à l'inconstance, à la mauvaise foi et tacitement aux défauts des personnes cibles.

Toutefois, il a été noté que l'âge, le genre, l'éducation de famille, la culture, le civisme, la religion de chaque acteur politique ont joué un rôle prépondérant dans le comportement communicationnel de chaque acteur politique.

Au sujet de l'âge 73% de nos enquêtés ont un âge entre 18 et 49 ans, ils sont jeunes avec une tendance accentuée à consommer de fausses nouvelles. Ces jeunes sont plus suggestibles que les personnes adultes (Cosmocre 2018) d'où la facilité à imiter ou à suivre les dérives informationnelles des adultes. Tendances qui corroborent les études de Guess, A., Nagler, J., Tucker, J. (2019) et de Brashier, N., Schacter, D. (2020) stipulaient que « les jeunes sont plus exposés à la viralité émotionnelle, à la logique de buzz et à la reproduction non critique de contenus ». Ceci veut donc dire que l'effectif élevé des jeunes dans notre échantillon d'étude explique pourquoi la communication politique malveillante sévit les milieux politiques de la ville de Kolwezi.

Les résultats ont également démontré que les acteurs des partis et regroupements politiques sont facilement influencés ont pratiqué la communication malveillante non pas seulement à cause de la jeunesse de leur âge mais aussi à cause de leur **implication ou de leur engagements** sinon de leur appartenance à la même formation politique. D'où leur vulnérabilité et la tendance à imiter les défauts de leurs dirigeants et de leurs partis politiques. Ces résultats ont été confirmés par la Théorie de l'identité sociale de Henry Tajfel et John Turner (1979) qui stipule que la calomnie et les propos outrageants renforcent l'identité du groupe politique (« nous »), désignent un bouc émissaire (« eux »), légitiment l'exclusion symbolique ou politique parce qu'en communication politique calomnier, injurier ou menacer un adversaire politique n'est pas un dérapage langagier mais une stratégie discursive de manipulation, de persuasion ou de dissuasion, confirmant l'implication ou l'engagement des membres dans leurs partis ou plateformes politiques. L'approche socio-discursive de Plantin (2011) qui explique les mécanismes de dramatisation, de simplification excessive des enjeux et d'appel aux émotions négatives dans des groupes (partis politiques ?), corrobore également les résultats de cette étude. En effet, ces résultats démontrent que les acteurs politiques de la ville de Kolwezi pratiquent la désinformation, et les propos outrageants aux travers de mêmes mécanismes sus-évoqués, surtout celui d'appel aux émotions négatives et sentiments négatifs (Cf, la peur, la haine, la déception, la jalousie, etc.

Quant au **genre**, l'effectif élevé des hommes explique l'esprit de tolérance et l'absence des réactions épidermiques qui auraient été plus présents si les femmes étaient plus nombreuses que les hommes parmi nos enquêtés. Ces résultats ont été confirmés aussi par les études de Herring S. (2003), de Jane, E. (2014) et de Bou-Franch P. (2013) qui stipulent que « les hommes sont statistiquement plus enclins aux propos outrageants qu'à la désinformation. Ceci explique donc la situation de la pratique de la communication malveillante en majorité par les acteurs politiques de sexe masculin dans les milieux que nous avons étudiés à Kolwezi ».

Pour ce qui est de l'éducation de famille, de la religion, de la tradition africaine, des convictions individuelles et des valeurs, nous avons noté qu'un grand nombre soit ± 80% de nos enquêtés sont issus des familles chrétiennes et musulmanes et de celles qui partagent les traditions africaines et les valeurs comme « la vérité », « l'équité », « la vertu », « le respect des personnes âgées », « l'intérêt général », « la bienveillance » etc. Nonobstant ce qui précède, il a été constaté que la plupart de nos enquêtés se sont plutôt compromis par la pratique des injures, de la calomnie, de la médisance et de l'atteinte à l'honneur et à la vie privée. L'explication viendrait peut-être du fait que les valeurs morales, religieuses et traditionnelles dont on se réclame ne sont pas intériorisées, elles agissent superficiellement sur les individus.

Un contraste a été noté par **rapport au niveau d'étude**. Malgré les niveaux d'études secondaires et universitaires (67%) qui sont censés éveiller le sens critique dans une personne, nous avons constaté que nos enquêtés ont continué à pratiquer la pollution informationnelle sans beaucoup de sens critique. Ceci s'expliquerait par le fait que devant les phénomènes de la persuasion, la rationalité agit moins que les préjugés (Fensch Carrat L. 2019). Et aussi voir les études de Nickerson (1998) sur le biais de confirmation et de Kunda (1990) sur Motivated reasoning qui affirment que « le niveau d'étude réduit la crédulité générale, mais n'élimine pas la désinformation politique, surtout quand l'identité partisane est forte ». Ce qui a été expliqué quand nous avons parlé de l'implication et de l'engagement des acteurs politiques.

CONCLUSION

Cette étude riche en perspective est très pertinente dans les Sciences de l'homme et de la société dans ce sens qu'elle offre l'opportunité de réfléchir sur le profil sociodémographique des acteurs politiques de la ville de Kolwezi d'une part et d'interpréter les résultats qui s'en sont dégagés d'autre part.

Notre question centrale de recherche a été celle de connaître les raisons de la pratique de la désinformation et des propos outrageants chez les acteurs politiques de la ville de Kolwezi.

L'observation participante in situ et un questionnaire administré aux acteurs politiques nous ont aidé à collecter des données auprès de nos enquêtés. Nos entretiens centrés et semi-directifs avec des citoyens ont été libres et s'étaient déroulés en français et en kiswahili (langue véhiculaire parlée localement). La netnographie de Robert Kozinet nous a permis d'analyser les discours contenus dans des communiqués, des points et conférences de presse émanant des acteurs politiques ainsi que dans des entretiens centrés et semi-directifs que nous avons eu avec les 120 citoyens habitants la ville de Kolwezi. L'analyse du profil sociodémographique et des autres indicateurs caractéristiques des politiciens de la ville de Kolwezi nous a éclairé sur leurs motivations de la pratique de la désinformation et des propos outrageants.

Nos résultats ont confirmé la pratique de la désinformation et des propos outrageants dans les milieux politiques de Kolwezi pour diverses raisons liées à la jeunesse d'âge (18 – 49 ans), au sexe masculin, au niveau d'étude moyennement élevé (niveau d'étude secondaire), à l'implication ou à l'engagement politique très (accentué) des acteurs politiques motivés par la mauvaise foi, la déception suite à la trahison, les ambitions démesurées, le sensationnalisme.

SUGGESTIONS

Aux acteurs politiques :

- Avoir plusieurs sources d'information et être capable de les recouper ;
- Exercer l'esprit critique ;
- Promouvoir le code de bonne pratique de lutte contre la désinformation, les fausses informations (la mésinformation) et la malinformation ;
- S'abstenir de diffuser de faux contenus.

A l'Etat congolais (RDC)

- Instaurer via les Ministères de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur et universitaire des programmes des cours transversaux, le cours d'EMI (Education aux Médias et à l'Information) ou d'Education à la Citoyenneté Numérique ;
- Renforcer les normes déontologiques rigoureuses dans l'univers médiatique ;
- Veiller à la moralisation de la vie politique en RDC ;
- Promouvoir la pratique des informations de qualité et des informations durables comme bien public ;
- Faire voter et veiller à l'application des lois contre le blanchiment des informations polluantes pratiquées par les communicateurs des partis politiques ;
- Promouvoir le code de bonne pratique de lutte contre la désinformation
- Lutter contre les antivaleurs dans le monde informationnel ;
- Autoriser le fonctionnement d'un site gouvernemental de signalement des contenus en conflits avec l'Ordonnance-loi n°23/010 du 13 mars portant code du numérique en RDC ;
- Exiger à toutes les plateformes numériques opérant en RDC d'avoir des sites de signalement en connexion avec le site du Gouvernement RD Congolais.

A la population

- Développer l'esprit critique devant tous les messages véhiculés par les politiciens ;
- Diminuer la fréquence d'exposition passive à la pollution informationnelle ;
- Aiguiser le sens critique devant le blanchiment des informations polluantes ;
- Renoncer aux rumeurs, aux infox et à la médisance (malinformation) ;
- Développer l'esprit critique devant tous les messages véhiculés par les politiciens ;
- Diminuer la fréquence d'exposition passive à la pollution informationnelle ;
- Aiguiser le sens critique devant le blanchiment des informations polluantes des communicateurs des hommes et des partis politiques ;

- Renoncer aux rumeurs, aux infox et à la médisance (malinformation) ;
- S'efforcer d'avoir l'esprit critique face à toute nouvelle information ;
- Acquérir une formation en Education à la Citoyenneté Numérique (ECN) ou en Education aux Médias et à l'Information (EMI) pour communiquer avec compétence et responsabilité en ligne.

Aux gestionnaires des plateformes numériques

- Repérer les informations manipulées, les contenus fabriqués, les contenus trompeurs et les faux contenus ;
- Lutter contre la propagation massive des injures, de fausses informations et de la malinformation ;
- Diffuser des informations de qualité et des informations durables ;
- Prendre des mesures systématiques et immédiates pour endiguer le flux de la désinformation et de la malinformation ;
- Utiliser le fact checking et le blockchain ;
- Recourir aux signalements personnalisés des contenus malveillants.

REFERENCES

- Allcott, H., & Gentzkow, M. (2017). Social media and fake news in the 2016 election. *Journal of Economic Perspectives*, 31(2), 211-236.
- Amossy, R. (2010). L'argumentation dans le discours. Armand Colin.
- Bayart, J.-F. (2006). L'État en Afrique : la politique du ventre. Fayard.
- Benkler, Y., Faris, R., & Roberts, H. (2018). *Network propaganda*. Oxford University Press.
- Bourdieu, P. (2001). *Langage et pouvoir symbolique*. Seuil.
- Bou-Franch, P. (2013). Gender, politeness and conflict in political discourse.
- Brashier, N., Schacter, D. (2020), Aging and susceptibility to misinformation.
- Charaudeau, P. (2013). *La conquête du pouvoir : opinion, persuasion, valeurs*. Les éditions L'Harmattan.
- Fairclough, N. (1995). *Critical discourse analysis*. Longman.
- Fensch Carrat L. (2020), La désinformation sur Internet à propos des vaccins et le rôle du pharmacien d'officine dans la reinformation, Thèse de doctorat, Université de Grenoble ;
- Herring, S. (2003). Gender and power in on line communication.
- Jane, E. (2014). On line misogyny and hate speech.
- Maingueneau, D. (2014). *Analyser les textes de communication*. Armand Colin.
- Gerstlé, J. (2008). *La communication politique* (2e éd.). Armand Colin.
- Guess, A., Nagler, J., Tucker, J. (2019), Who shares fake news?
- Kerbrat-Orecchioni, C. (2014). *Les interactions verbales* (Tome 1). Armand Colin.
- Plantin, C. (2011). *Les bonnes raisons des émotions*. Peter Lang.
- Sunstein, C. R. (2009). *On rumors*. Farrar, Straus and Giroux.
- Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). *Information disorder*. Council of Europe.
- Wardle, C., et Derakhshan H. (2018), « Réflexions sur le désordre de l'information, différentes formes de mésinformation, désinformation et informations malveillantes », module 2 in *Journalisme, « Fake news » et désinformation*, UNESCO, Fondation universelle.